

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
18 avril 2019
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 31^e séance**Tenue au Siège, à New York, le lundi 1^{er} avril 2019, à 15 heures

Présidente : M^{me} Bird (Australie)
*Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires* : M. Terzi

Sommaire

Point 135 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement
administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

*Projet de modification du Règlement financier de l'Organisation des Nations
Unies*

Point 136 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019
(*suite*)

*Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux
missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées par
l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité (suite)*

*Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux
processus politiques et autres missions (suite)*

Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 135 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (suite)

Projet de modification du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies (A/73/717 et A/73/817)

1. **M. Guazo** (Directeur de la Division des finances), présentant le rapport du Secrétaire général sur le projet de modification du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies (A/73/717), explique qu'il contient un exposé des raisons justifiant cette modification, qui consiste à apporter deux changements structurels au Règlement financier. Le premier est l'institution d'un cadre réglementaire concernant les relations avec les partenaires d'exécution et l'octroi des subventions, conformément à la recommandation formulée par le Comité des commissaires aux comptes [voir A/71/5 (Vol. I)]. Ce cadre énonce les principes que le Secrétariat devra suivre à un niveau plus élevé. Des lignes directrices supplémentaires seront élaborées pour mettre en application le Règlement financier.

2. Le second changement concerne la disposition des actifs des opérations de maintien de la paix liquidées dont le démantèlement entraverait le relèvement du pays où ils ont été installés. Il s'agit notamment des installations et équipements aéroportuaires, des bâtiments, des ponts et du matériel de déminage qui ne peuvent être transférés à d'autres opérations de maintien de la paix ou services du Secrétariat ou vendus à des organismes des Nations Unies ou à des organisations internationales. En vertu de la modification proposée, la disposition finale de ces biens ne sera plus subordonnée à l'approbation préalable de l'Assemblée générale, même si un rapport à cet égard devra toujours lui être présenté.

3. En outre, à l'issue de larges consultations au sein du Secrétariat, le Secrétaire général a proposé d'apporter des changements dans la formulation du Règlement financier. L'Assemblée générale est priée d'approuver le projet de modification du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et de prendre note des modifications apportées aux règles de gestion financière de l'Organisation, qui seront promulguées une fois que l'Assemblée aura adopté le projet de modification.

4. **M. Terzi** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif pour les

questions administratives et budgétaires (A/73/817), estime qu'il est nécessaire d'exposer clairement les raisons qui justifient que des modifications soient apportées au Règlement financier, et notamment de fournir la définition des nouveaux termes employés et de veiller à ce que la terminologie utilisée soit constante. Le Comité consultatif a formulé des observations sur des points spécifiques dans son rapport.

5. Il est nécessaire que le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU comprennent un cadre réglementaire approprié pour la gestion des partenaires d'exécution et des subventions, comme l'a recommandé le Comité des commissaires aux comptes. Cependant, le libellé du projet de modification du Règlement financier manque de clarté et de cohérence et il faudrait en préciser la teneur. Le Comité consultatif recommande donc de ne pas l'approuver.

6. **M^{me} Tarbush** (Observatrice de l'État de Palestine), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, partage l'avis du Comité consultatif selon lequel le projet de modification du Règlement financier devrait être peaufiné et motivé. Le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU tiennent compte des directives données par l'Assemblée générale, et tout doit être fait pour les respecter et pour appliquer les résolutions de l'Assemblée. De plus, le Règlement financier et les règles de gestion financière jouent un rôle crucial dans la gestion des ressources financières confiées au Secrétaire général et dans le réseau de contrôle interne des Nations Unies. Le Secrétariat doit fournir des explications détaillées, précises et complètes sur toutes les modifications proposées, notamment sur leur conformité avec les Normes comptables internationales pour le secteur public, selon qu'il convient. Les États Membres devraient disposer d'une base solide, d'un point de vue législatif et technique, pour apprécier les propositions, et non d'une déclaration d'intention simplifiée à outrance.

7. Il aurait fallu faire figurer dans le rapport du Secrétaire général les définitions pertinentes, une description claire des enseignements tirés de l'application du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU en vigueur, des renseignements détaillés sur la procédure interne qui a présidé à l'élaboration du projet de modification, y compris toutes consultations tenues avec le Comité des commissaires aux comptes et le Bureau des services de contrôle interne, ainsi que des explications sur la façon dont le projet de modification sera mis en œuvre et en conformité avec les objectifs de l'Organisation, notamment les

réformes en cours du Secrétaire général. Le projet de modification aurait dû être présenté dans le contexte global du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU ainsi que des autres cadres réglementaires de l'Organisation. L'Assemblée générale a besoin de recevoir des informations suffisantes, et non des garanties, quant au fait que le projet de modification donnera effet aux accords conclus entre les États Membres, plutôt que de s'en écarter ou d'y contrevenir.

8. Toute modification du Règlement financier aura potentiellement des effets considérables sur la gestion financière de l'Organisation, sur les responsabilités et obligations financières qui incombent au Secrétaire général et au personnel et sur la coopération avec les autres organismes des Nations Unies, les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les autres parties prenantes. Par conséquent, les États Membres doivent disposer de toutes les informations utiles et d'un délai suffisant pour étudier le projet de modification, d'autant que le rapport du Secrétaire général a été publié tardivement. Le Groupe se réjouit à la perspective de parvenir à un document final équilibré qui ne soit pas tributaire de délais artificiels. La réforme de la gestion doit se faire avec l'entière participation de toutes les parties prenantes, du début à la fin.

9. De l'avis de **M. Kononuchenko** (Fédération de Russie), l'utilisation de la terminologie dans le rapport du Secrétaire général est incohérente. En outre, le rapport ne fournit pas suffisamment de justifications et d'explications concernant le projet de modification, ce qui en compromet l'adoption à ce stade. Le Comité consultatif a adopté une position équilibrée et présenté des recommandations claires. M. Kononuchenko invite dès lors la Commission à fonder ses délibérations sur le rapport du Comité consultatif et à ne pas approuver le projet de modification du Règlement financier. Le sort du projet de modifications des règles de gestion financière figurant à l'annexe II du rapport du Secrétaire général dépendra de la décision de l'Assemblée générale sur le projet de modification du Règlement financier. Les modifications du Règlement financier promulguées indépendamment par le Secrétaire général, qui ont pris effet le 1^{er} janvier 2019 et doivent encore être officiellement soumises à l'Assemblée, ne sont pas reprises dans le rapport du Secrétaire général.

Point 136 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019
(suite)

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité (suite)

Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions (suite)

Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda
(A/73/352/Add.8 et
A/73/498/Add.8)

10. **M. Guazo** (Directeur de la Division des finances), présentant le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses préliminaires relatives à la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (A/73/352/Add.8), indique que le Conseil de sécurité a décidé, dans sa résolution 2452 (2019), de créer la Mission pour une période initiale de six mois. En attendant la présentation d'un budget-programme révisé et détaillé à la deuxième partie de la reprise de la session en cours, l'Assemblée générale est invitée à approuver les propositions du Secrétaire général et à l'autoriser à contracter des engagements à concurrence de 17 640 800 dollars (déduction faite des contributions du personnel) au titre de la Mission pour la période allant du 1^{er} avril au 30 juin 2019.

11. Le montant proposé permettrait de financer le déploiement échelonné de 75 observateurs des Nations Unies, 69 membres du personnel recrutés sur le plan international, 36 membres du personnel recrutés sur le plan national, 20 membres du personnel fournis par des gouvernements, ainsi que d'un avion, un hélicoptère, et une antenne chirurgicale de l'avant à Hodeïda. Il comprend également les ressources nécessaires au titre des voyages, du matériel informatique et de télécommunications, et de la location d'un navire qui offrirait des bureaux et un hébergement pour une courte durée.

12. **M. Terzi** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif (A/73/498/Add.8), fait observer que le Comité consultatif a autorisé le Secrétaire général à contracter des engagements d'un montant maximum de 8,2 millions de dollars afin de couvrir les dépenses les plus immédiates de la Mission pour la période allant du 16 janvier au 31 mars 2019.

13. Au vu de la lenteur du déploiement observée jusqu'à présent et des difficultés qui entravent la dotation en personnel d'une nouvelle mission dans un environnement complexe et changeant, le Comité consultatif n'est pas convaincu que les objectifs de déploiement proposés dans la demande de financement pour la période allant du 1^{er} avril au 30 juin 2019 puissent être atteints. Il prie instamment le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour accélérer le déploiement des effectifs et recommande que des taux de vacance de postes plus réalistes soient présentés dans le futur projet de budget de la Mission. Enfin, il compte que le projet de budget comprendra des informations sur les résultats financiers de la Mission et tiendra compte de l'expérience acquise.

14. Compte tenu des observations qu'il a formulées dans son rapport, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à engager au titre de la Mission des dépenses d'un montant maximum de 15,6 millions de dollars pour la période allant du 1^{er} avril au 30 juin 2019. Cette recommandation ne préjuge en rien des observations et recommandations qu'il pourrait formuler au sujet de la structure, des effectifs et des autres ressources de la Mission qui seront proposées dans le projet de budget.

La séance est levée à 15 h 25.